



Tous droits réservés

## DROIT DES PERSONNES

### Séance 2 - Les éléments d'identification de la personne : le nom et le prénom, le domicile, la nationalité

I. Le nom et le prénom.....	3
A) Le nom.....	3
1) L'attribution du nom.....	3
a) Le droit antérieur.....	3
b) Le droit positif.....	4
2) Le nom d'usage.....	7
3) Le changement de nom.....	7
4) Les caractères du nom.....	8
B) Le prénom.....	9
II. Le domicile.....	10
A) Le domicile volontaire.....	10
B) Le domicile élu volontaire.....	11
III. La nationalité.....	11
A) L'obtention « automatique » de la nationalité.....	12
B) L'obtention de la nationalité par déclaration ou décret.....	13
1) L'acquisition de la nationalité française par déclaration.....	13
a) Le mariage avec une personne de nationalité française.....	13
b) L'adoption de l'enfant en France.....	13
c) La qualité d'ascendant ou de frère ou sœur d'une personne de nationalité française.....	14

d) La possession d'état .....	14
2) <i>L'acquisition de la nationalité française par décret</i> .....	14
a) La naturalisation .....	14
b) L'étranger servant dans l'armée française blessé .....	15

Le fonctionnement de la société nécessite de pouvoir identifier la personne. Le nom, le prénom, le domicile et la nationalité le permettent.

## I. Le nom et le prénom

L'acte de naissance énonce notamment les prénoms et le nom de famille de l'enfant (**art. 57 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**).

### A) Le nom

#### 1) *L'attribution du nom*

Lorsqu'on parle du « nom », il s'agit du nom de famille. Le nom se transmet par la filiation : on porte donc le nom de son père ou de sa mère, ou des deux. Il n'est pas possible de porter le nom de quelqu'un avec qui on n'a pas de lien de filiation. Lorsque l'enfant n'a pas de filiation, l'officier d'état-civil lui attribue un nom de famille.

##### a) Le droit antérieur



**À retenir :** Avant 2002, l'attribution du nom de l'enfant était marquée par l'inégalité du père et de la mère, d'une part, et par l'absence de liberté, d'autre part.

**L'enfant « légitime »**, c'est-à-dire né pendant le mariage, se voyait automatiquement attribuer le nom du père. Ce cas était le plus fréquent à l'époque.

Concernant l'**enfant « naturel »** ou **« illégitime »**, c'est-à-dire né hors mariage, il fallait distinguer :

- Lorsque la filiation était établie de façon décalée, il acquérait le nom du parent qui l'avait reconnu en premier. Ce pouvait donc être le nom de la mère.
- Lorsque la filiation était établie simultanément à l'égard de ses deux parents, il prenait le nom de son père.

**L'enfant adopté** par des époux portait le nom du mari.

L'égalité entre les hommes et les femmes progressant, la supériorité du père a été remise en question.

#### b) Le droit positif

Il est constitué essentiellement de la **loi du 4 mars 2002** relative au nom de famille, loi dite « Gouzes », légèrement modifiée par la **loi du 18 juin 2003**. Les nouvelles règles sont entrées en vigueur le **1<sup>er</sup> janvier 2005**. Elles ne sont en principe pas applicables aux enfants nés avant cette date.

Ces règles ont été légèrement modifiées par :

- L'**ordonnance du 4 juillet 2005** portant réforme de la filiation, qui a supprimé la terminologie de filiation légitime et naturelle.
- La **loi du 17 mai 2013** ouvrant le mariage aux couples de personnes de même sexe.

**L'attribution du nom à un enfant dépend du choix des parents, et notamment de la présence ou de l'absence de déclaration conjointe des parents.**

- **Principe : le choix du nom en présence d'une déclaration conjointe des parents**

Selon l'**article 311-21 du Code civil**, tout enfant (né dans ou hors mariage, ou adopté de façon plénière par deux époux) dont les deux liens de filiations sont établis dès la naissance peut porter au choix des parents, sur déclaration conjointe :

- Soit le nom du père,
- Soit le nom de la mère,

- Soit les deux noms accolés dans l'ordre qu'ils décident, dans la limite d'un nom chacun si les parents ont un double nom de famille



**Attention :** Il n'existe aucune possibilité de modifier une déclaration conjointe faite à la naissance, et la loi n'a prévu aucun recours judiciaire

En cas de désaccord, l'enfant prend le nom de chaque parent accolé par ordre alphabétique (**art. 311-21 du C. civ.**).

- Exception : L'absence de déclaration conjointe des parents.

**Premier cas : La filiation est établie simultanément à l'égard des deux parents.**

Lorsque les parents sont mariés, la filiation est toujours établie à l'égard des deux parents.



**Exemple :** Les parents peuvent donner le nom du père, celui de la mère ou les deux noms, dans un sens ou dans l'autre (**art. 311-21 al. 3 C.** Le père s'appelle Lebeau, la mère Labelle. L'enfant peut avoir comme nom « Lebeau », « Labelle », « Labelle Lebeau » ou « Lebeau Labelle ».

Lorsque les deux noms sont choisis, seul le premier nom du père et le premier nom de la mère peuvent être donnés [**art. 311-21 al. 4 C. civ.**]. Cette règle évite d'obtenir des noms d'une longueur interminable.



**Attention :** En cas de désaccord, le nom du père et le nom de la mère sont transmis à l'enfant par ordre alphabétique. En revanche, lorsqu'aucun choix n'a été fait par les parents, l'enfant prend le nom de son père [**art. 311-21 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**].

Le choix fait pour le premier enfant s'applique à toute la fratrie [**art. 311-21 al. 3 C. civ.**]. Cette règle garantit une unité de nom au sein de la fratrie.

Les mêmes règles s'appliquent au cas d'adoption plénière par deux époux [art. 357 C. civ.].

**Second cas : La filiation n'est établie qu'à l'égard d'un seul parent ou n'est pas établie simultanément à l'égard des deux parents.**

Ce cas correspond à la situation dans laquelle l'enfant est né hors mariage.

- Lorsque la filiation est établie à l'égard d'un seul parent, l'enfant prend le nom de ce parent [art. 311-23 al. 1<sup>er</sup> C. civ.].
- Si la filiation est établie à l'égard d'un parent, l'enfant prend son nom. Mais si, ensuite, la filiation est établie à l'égard du second parent, le même choix est ouvert que lorsque la filiation est établie simultanément [art. 311-23 al. 2 C. civ.]. L'enfant mineur peut ainsi changer de nom.



**À retenir :** Désormais, il existe une liberté accrue dans le choix du nom, une égalité entre les enfants, quelles que soient leur filiation et une égalité entre les parents.

Le nouveau régime du nom a provoqué des critiques :

- La pluralité de noms rend les recherches généalogiques plus difficiles.
- Le choix du nom pourrait provoquer des querelles dans les familles.
- Le nom était autrefois un facteur d'unité familiale. À présent, les règles relatives à l'attribution du nom reflètent la montée en puissance de l'individualisme.

Ces critiques doivent cependant être relativisées, car on peut penser que l'unité de la famille repose sur d'autres valeurs plus importantes : l'entraide, la solidarité et le respect mutuel. Avec le recul, on se rend compte que les nouvelles règles n'ont pas eu un impact négatif.



**Pour aller plus loin :** Michèle Gobert, propose que l'enfant ait le choix de son nom dès ses 16 ans, ou du moins, qu'il puisse en changer plus facilement, dans son article « *L'attribution du nom : égalité ou liberté* », LPA, 23 mai 2001, n° 102, p. 4 ; l'arrêt **CEDH, 22 février 1994, n° 16213/90, Burgharz c/Suisse**, qui a poussé la France à faire évoluer sa législation.



**Pour aller plus loin :** La CEDH dans un arrêt en date du 26 octobre 2021 estime la loi espagnole « discriminatoire » concernant l'attribution automatique à un enfant, en cas de désaccord des parents, du nom du père suivi de celui de la mère, estimant que l'impossibilité d'y déroger était excessivement rigide.

## 2) Le nom d'usage

Avant 2002, une amorce d'évolution vers l'égalité a eu lieu avec la **loi du 23 décembre 1985**. L'enfant majeur a été autorisé à ajouter à son nom, en tant que nom d'usage, le nom que ses parents ne lui ont pas transmis. En pratique, il s'agissait du nom de la mère.

Le nom d'usage concerne surtout les époux. Une règle coutumière voulait que la femme mariée utilise le nom de son mari. Depuis la **loi du 17 mai 2013**, la règle est bilatérale : « *Chacun des époux peut porter, à titre d'usage, le nom de l'autre époux, par substitution ou adjonction à son propre nom dans l'ordre qu'il choisit* » (**art. 225-1 C. civ.**).

En cas de divorce, le principe est que chacun des époux perd l'usage du nom de l'autre. Par exception, l'un des époux peut « *conserver l'usage du nom de l'autre, soit avec l'accord de celui-ci, soit avec l'autorisation du juge* ». La condition est de justifier d'un intérêt particulier pour lui ou pour les enfants (**art. 264 C. civ.**).



**Exemple :** L'époux divorcé peut avoir un intérêt particulier à conserver le nom de son ex-conjoint s'il s'est fait connaître sous ce nom dans le milieu professionnel.

## 3) Le changement de nom

Le changement de nom de l'**enfant mineur** lorsque la filiation est établie de façon non simultanée a déjà été vu (**art. 311-23 al. 2 C. civ.**).

Antérieurement : il était nécessaire de justifier d'un **intérêt légitime** pour pouvoir changer de nom. Ce dernier existait lorsque le changement avait pour but d'éviter l'extinction du nom porté par un ascendant ou un collatéral (**art. 61 C. civ.**) ou d'abandonner un nom risible ou insultant.

Par **une loi du 2 mars 2022**, il est possible de changer de nom par une simple déclaration à l'état civil. Il est nécessaire d'être majeure et cette procédure ne peut être réalisée qu'une fois dans sa vie. Un parent peut ajouter son nom, à titre d'usage à son enfant, en informant l'autre parent, le consentement de l'enfant est nécessaire s'il a plus de 13 ans. Cette nouvelle procédure est appliquée à partir du 1er juillet 2022.

Enfin, toute personne qui acquiert la nationalité française peut demander la **francisat** de son nom lorsque son apparence, sa consonance ou son caractère étrangers peut constituer un obstacle à son intégration dans la société (**loi n° 72-964 du 25 octobre 1972**).

#### 4) Les caractères du nom

Le nom permettant d'individualiser la personne au sein de la société, on ne peut en changer, sauf exception déjà abordées. On parle d'« **immutabilité** » du nom. Deux caractères en découlent :

- Le nom est **indisponible** : on ne peut pas le donner ni le céder.
- Il est **imprescriptible** : il ne s'éteint pas par le non-usage.

Cependant, il est possible d'autoriser un tiers à utiliser son nom à des fins commerciales. La Cour de cassation a décidé que les principes de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité ne s'opposent pas à la conclusion d'un accord portant sur l'utilisation de ce nom comme dénomination sociale ou nom commercial (**Cass., Com., 12 mars 1985, Bordas, n° 84-17.163, publié**).



**Définition :**

**La dénomination sociale est le « nom » d'une société.**



Lorsque le fondateur d'une société donne son nom à celle-ci, il ne peut pas, lorsqu'il la quitte, demander à ce que la société cesse d'utiliser ce nom, à moins que cela ait été convenu contractuellement. La Haute juridiction considère que le nom est devenu « *un signe distinctif qui s'est détaché de la personne physique qui le porte, pour s'appliquer à la personne morale qu'il distingue* » (**Arrêt Bordas, Cour de cassation, Chambre commerciale, 12 mars 1985**).

Le nom, en raison de sa fonction au sein de la société, bénéficie d'une protection contre l'**usurpation** : « *le fait de prendre le nom d'un tiers, dans des circonstances qui ont déterminé ou auraient pu déterminer contre celui-ci des poursuites pénales* », est réprimé pénalement (**art. 434-23 C. civ.**).

## B) Le prénom

Le cas le plus fréquent est que les prénoms de l'enfant sont choisis par ses père et mère. À défaut ou lorsque les parents ne sont pas connus, l'officier d'état civil choisit les prénoms (**art. 57 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**).

Autrefois, les prénoms devaient être choisis parmi les noms des différents calendriers ou ceux des personnages connus de l'Histoire. La **loi du 8 janvier 1993** a supprimé cette exigence : le choix des prénoms est désormais libre.



**À retenir :** Une procédure garantit toutefois que le ou les prénoms sont conformes à l'intérêt de l'enfant. Lorsque le ou les prénoms paraissent à l'officier d'état civil contraires à cet intérêt, il en avise le procureur de la République.

Celui-ci peut saisir le juge aux affaires familiales (**art. 57 al. 2 C. civ.**). Si le juge estime que le prénom n'est pas conforme à l'intérêt de l'enfant, par exemple parce qu'il est ridicule, étrange ou grossier, il en ordonne la suppression sur les registres de l'état civil. Les parents peuvent choisir un nouveau prénom conforme à l'intérêt de l'enfant. À défaut, le juge détermine lui-même le prénom (**art. 57 al. 3 C. civ.**).



**Exemple :** Le prénom « Titeuf », inspiré d'un personnage de bande dessinée, a été jugé contraire à l'intérêt de l'enfant (**Cass., 1<sup>re</sup> Civ., 15 février**

2012, n° s 10-27.512 et 11-19.963).

Il est possible de demander à l'officier de l'état civil à changer de prénom. L'enfant âgé de plus de treize ans doit donner son consentement personnel (**art. 60 C. civ.**).

## II. Le domicile

Le domicile a une importance en **procédure civile** : la juridiction territorialement compétente est celle du domicile ou de la résidence du plaideur.

Il est également important en **droit des successions** : la succession s'ouvre au dernier domicile du défunt (**art. 720 C. civ.**). La loi de l'État dans lequel est situé ce domicile s'appliquera à la succession.



**Définition :** Le domicile est le lieu d'exercice des droits civils.

### A) Le domicile volontaire

Le domicile est en principe volontaire. Par exception, la loi fixe le domicile du mineur non émancipé : il est domicilié chez ses père et mère. Si ceux-ci « *ont des domiciles distincts, il est domicilié chez celui des parents avec lequel il réside* » (**art. 108-2 C. civ.**).

Le domicile est fixé au lieu où la personne a son principal établissement (**art. 102 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**), c'est-à-dire ses activités et ses intérêts.

Les époux peuvent avoir un domicile distinct. Cela ne porte pas pour autant atteinte aux règles relatives à la communauté de vie exigée par le mariage (**art. 108 C. civ.**).



**Attention :** Il ne faut pas confondre le domicile, qui localise juridiquement la personne, et la résidence, qui est le lieu où la personne demeure habituellement. Le domicile et la résidence peuvent être un seul et même lieu, mais ils peuvent également être différents.



**Exemple :** Ludovic est domicilié chez ses parents et il y habite (domicile et résidence sont confondus).

Il reste domicilié chez ses parents, mais habite en réalité chez son petit-ami (domicile et résidence sont différents).

## B) Le domicile élu volontaire

La personne peut choisir un domicile qui n'est pas en lien avec ses activités ni ses intérêts.

L'**article 111 du Code civil** admet l'élection de domicile : il prévoit que lorsque l'acte contient élection de domicile pour l'exécution de ce même acte dans un lieu autre que celui du domicile réel, les poursuites relatives à cet acte peuvent être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile.



**À retenir :** Cependant la possibilité de faire élection de domicile est en pratique réduite par la législation relative aux clauses abusives.

En effet, la clause qui déroge aux règles de compétence territoriale n'est valable qu'entre commerçants (**art. 48 CPC**). Les non-commerçants ne peuvent donc pas choisir un domicile qui déroge aux règles de compétence territoriale.

Les **personnes qui n'ont pas de domicile stable** doivent faire élection de domicile (**art. 102 al. 2 C. civ.**).

Concernant **le changement de domicile**, il s'opère lorsqu'il y a une habitation réelle dans un autre lieu, accompagnée de l'intention d'y fixer son principal établissement (**art. 103 C. civ.**).

## III. La nationalité

Les modifications relatives à la nationalité sont portées en marge de l'acte de naissance (**art. 28 C. civ.**).

## A) L'obtention « automatique » de la nationalité

L'enfant est français lorsque :

- Au moins l'un de ses parents l'est (**art. 18 C. civ.**).



**Définition :** Lorsque la nationalité française s'acquiert par filiation, on parle de « droit du sang ». Tel est le cas ici.

- Il est né en France et au moins l'un de ses parents est né en France (**art 19-3 C. civ.**),
- Il est né en France, de parents inconnus (**art. 19 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**), apatrides (**art. 19-1 al. 2 C. civ.**) ou étrangers, mais les lois étrangères de nationalité ne leur permettent pas de transmettre leur nationalité (**art. 19-1 al. 3 C. civ.**).



**Définition :** Lorsque la nationalité française s'acquiert par la naissance en France, on parle de « droit du sol ».

Lorsque la nationalité française s'acquiert par filiation et que seul l'un des parents est français, l'enfant qui n'est pas né en France « a la faculté de **répudier** la qualité de Français dans les six mois précédant sa majorité et dans les douze mois la suivant » (**18-1 C. civ.**).

Lorsque la nationalité est conférée par la naissance en France et qu'un seul des parents est né en France, l'enfant a cette même faculté (**art. 19-4 C. civ.**)



**Attention :** L'enfant « est réputé avoir été français dès sa naissance, même si l'existence des conditions requises par la loi pour l'attribution de la nationalité française n'est établie que postérieurement » (**art. 20 al.**

1<sup>er</sup> C. civ.).

Lorsque l'enfant est né en France de parents étrangers, il « acquiert la nationalité française à sa majorité si, à cette date, il a en France sa résidence et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans, depuis l'âge de onze ans » (21-7 al. 1<sup>er</sup> C. civ.). Ici, c'est le droit du sol qui s'applique. Toutefois, à condition de prouver qu'il a la nationalité d'un État étranger, l'enfant peut déclarer qu'« il décline la qualité de Français dans les six mois qui précèdent sa majorité ou dans les douze mois qui la suivent ». Il est alors réputé n'avoir jamais été français (art. 21-8 C. civ.).

## B) L'obtention de la nationalité par déclaration ou décret

### 1) L'acquisition de la nationalité française par déclaration

Seuls les cas fréquents seront étudiés.

#### a) Le mariage avec une personne de nationalité française

Concernant le mariage, il « n'exerce de plein droit aucun effet sur la nationalité » (art. 21-1 C. civ.). Pour acquérir la nationalité française par déclaration, l'étranger qui contracte un mariage avec un conjoint de nationalité française doit remplir certaines conditions (art. 21-2 C. civ.), notamment afin d'éviter les « mariages blancs ».



**Définition :** Les « mariages blancs » sont les mariages contractés dans le seul but d'obtenir la nationalité française.

#### b) L'adoption de l'enfant en France

Peut, jusqu'à sa majorité, réclamer la qualité de Français, à condition de résider en France à l'époque de sa déclaration :

- L'enfant qui a fait l'objet d'une **adoption simple** par une personne de nationalité française,
- L'enfant qui, depuis au moins trois années, est recueilli sur décision de justice et **élevé** par une personne de nationalité française ou est **confié au service de l'aide sociale** à l'enfance,
- L'enfant recueilli en France et élevé dans des conditions lui ayant permis de recevoir, pendant cinq années au moins une **formation française** (**art. 21-12 C. civ.**).

c) La qualité d'ascendant ou de frère ou sœur d'une personne de nationalité française

Seuls les ascendants directs sont concernés (père, mère, grand-père, grand-mère).

Les **articles 21-13-1 et 21-13-2 du Code civil** posent les conditions dans lesquelles les ascendants et les frères et sœurs peuvent réclamer la nationalité française.

d) La possession d'état

Les personnes qui ont joui, d'une façon constante, de la possession d'état de Français, pendant dix ans, peuvent demander à devenir françaises (**art. 21-13 C. civ.**).



**Définition :** La possession d'état est le fait de se comporter comme un Français et d'être traité comme tel par tout le monde (l'employeur, les proches, la famille...).

2) *L'acquisition de la nationalité française par décret*

a) La naturalisation

Plusieurs conditions cumulatives sont posées :

- Être âgé de 18 ans (**art. 21-22 C. civ.**),
- Avoir de bonnes vie et mœurs et ne pas avoir commis des infractions d'une certaine nature ou d'une certaine gravité (crimes et délits constituant un acte de terrorisme, notamment) (**art. 21-23 al. 1<sup>er</sup> C. civ.**),
- Être assimilé à la communauté française, notamment par une connaissance suffisante de la langue, de l'histoire, de la culture et de la société françaises,
- Résider en France au moment de la signature du décret de naturalisation (**art. 21-16 C. civ.**),
- Avoir résidé habituellement en France pendant les 5 années précédant le dépôt de la demande (**art. 21-17 C. civ.**).

Cette durée est réduite à 2 ans pour l'étranger qui :

- A accompli avec succès deux années d'études supérieures en vue d'acquérir un diplôme français,
- A rendu ou peut rendre, par ses capacités et ses talents, des services importants à la France,
- Présente un parcours exceptionnel d'intégration (**art. 21-18 C. civ.**).



**Exemple :** Les sportifs de haut niveau qui remportent des prix peuvent entrer dans cette catégorie.

#### b) L'étranger servant dans l'armée française blessé

Lorsqu'un étranger engagé dans les armées françaises a été blessé en mission, la nationalité française lui est conférée par décret, sur proposition du ministre de la défense. En cas de décès, ses enfants mineurs peuvent se voir accorder la nationalité à condition qu'ils aient résidé avec lui au jour du décès (**art. 21-14-1 C. civ.**).

**Les personnes qui ont acquis la nationalité française peuvent en être déchues**, sauf si la déchéance aurait pour effet de les rendre apatrides. Constituent des causes de déchéance les condamnations pour crime ou délit constituant une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou constituant un acte de terrorisme (**art. 25 C. civ.**).